



Le pari risqué du Hezbollah en Syrie

cahier de la pensée mili-Terre

Chef de bataillon BIED-CHARRETON

publié le 31/10/2018

Relations internationales

En mai 2013, le Hezbollah reconnaissait publiquement son aide militaire au régime syrien de Bachar el-Assad. Cette intervention militaire hors de ses frontières lui a valu d'être mis à l'index sur le plan national et international. Cette étude vise à analyser les raisons ayant poussé le Hezbollah à prendre une décision en apparence des plus périlleuses, ainsi que les ressorts qui lui permettent de tirer aujourd'hui bénéfice de son engagement en Syrie.

En septembre 2012, le président turc Recep Tayip Erdogan déclarait que sa prière dans la grande mosquée des Omeyyades à Damas et sa visite du tombeau de Saladin étaient imminentes[1]. Il pariait ainsi non sans morgue sur une chute rapide du régime syrien du président el-Assad, à la faveur de la guerre civile ayant éclaté l'année précédente. Or, fin 2016, la position de Bachar el-Assad est, au contraire, consolidée au point que sa pérennité semble une des conditions désormais essentielles à l'éradication de l'État islamique. De nombreux observateurs occidentaux n'ont pas vu, dès 2011, à quel point les soutiens combinés de la Russie et de l'Iran permettraient au régime de Damas de se maintenir. Pour autant, au rang des soutiens de Bachar el-Assad, il convient également de ne pas négliger l'action du Hezbollah libanais.

Or, appréhender objectivement la nature de l'engagement du «parti de Dieu» en Syrie s'avère complexe; il est nécessaire au préalable de rappeler à son propos:

- Que le Hezbollah n'est pas un parti politique doté d'une branche militaire; il doit être envisagé structurellement comme le bras politique d'une organisation militaire, la résistance militaire au Liban[2] (RIL), qui est sa raison d'être[3];
- Que l'adjectif «militaire» ne correspond plus (uniquement) aux méthodes terroristes «classiques» de l'organisation depuis les années 1980; il recouvre bien l'existence d'une véritable «armée», laquelle, à défaut d'être régulière, n'en pratique pas moins le combat conventionnel;
- Que s'il est souvent réduit à un sous-marin de Téhéran, qui assure son soutien

matériel, le Hezbollah se veut aujourd'hui pleinement «libanisé» et dispose d'une autonomie certaine vis à vis de l'Iran. Il tire localement sa légitimité de son formidable pouvoir de mobilisation qui accompagne l'accroissement de la portion chiite de la population libanaise[4].

Ainsi, étudier l'engagement de la résistance islamique au Liban, armée confessionnelle et non conventionnelle, au-delà de ses frontières nationales, revient à analyser les ressorts qui ont permis au Hezbollah d'assumer une décision des plus dangereuses dans le temps, et de la légitimer au-delà des accusations de solidarité politico-religieuse.

Or, la décision du Hezbollah d'intervenir sur le sol syrien est une réussite car elle permet rétrospectivement au parti d'apparaître comme le protecteur puissant du territoire libanais.

En effet, si la décision d'intervenir en Syrie semble avoir été un choix de raison, il n'en était pas moins des plus difficiles à assumer politiquement. Le Hezbollah en sort aujourd'hui renforcé.

Ainsi, en 2012, le choix du Hezbollah d'intervenir en Syrie est un choix de raison. Cette décision est prise car les intérêts du parti y sont menacés à court terme, tandis qu'il dispose d'un outil militaire lui permettant un engagement au-delà des frontières nationales. Pour autant, cette intervention reste clandestine pour ne pas assumer le coût politique de cette décision.

En effet, dès les premiers jours de l'agitation anti-Assad en mars 2011, Hassan Nasrallah[5] reconnaît la préférence du parti pour le pouvoir en place, qualifié de «régime de la résistance contre Israël», tout en appelant à une solution négociée, craignant l'importation de la violence sur le sol libanais[6]. Le soutien du Hezbollah à l'égard de son allié traditionnel apparaît naturel; le régime de Damas participe en outre à son financement[7]. Or le Hezbollah est également lié à Damas par une alliance stratégique conclue au début des années 1990 qui vise essentiellement à faciliter l'acheminement via le territoire syrien de l'armement de la RIL en provenance d'Iran. L'accession au pouvoir des rebelles sunnites de l'armée syrienne libre (ASL) remettrait nécessairement en cause ces facilités logistiques. En outre, la Békaa[8] libanaise sunnite sert de zone refuge à ces mêmes rebelles syriens, aux portes de la région d'Hermel, zone clé du Hezbollah. Ainsi, loin d'être motivée par de simples ressorts politiques et religieux, l'aide apportée par le Hezbollah au régime de Damas va reposer avant tout sur la défense de ses intérêts propres à court terme.

En outre, l'intervention de la RIL en Syrie aurait été impossible si celle-ci n'avait réussi sa transformation, entamée au début des années 1990, en une armée de type «régulière». Ces progrès sont à l'origine des résultats tactiques probants obtenus face à Tsahal au sud Liban en 2000 puis à l'été 2006[9]. Comme l'affirme Elias Hanna, Général à la retraite de l'armée libanaise et professeur à l'université américaine de Beyrouth: «En 2006, le Hezbollah menait une guerre de guérilla. Aujourd'hui, il est comme une armée conventionnelle»[10]. La formation, l'équipement et l'entraînement de la RIL, soutenus par l'Iran et la Syrie, ont permis la constitution d'une armée dont les effectifs avoisineraient désormais les 30.000 hommes. L'arsenal du Hezbollah comprendrait en outre près de 100.000 missiles et roquettes[11]. L'engagement au-delà des frontières nationales va venir à la fois sanctionner cette évolution de la RIL et l'accélérer.

Dès lors, la première phase de la guerre civile syrienne voit la participation du Hezbollah au conflit, dès 2012, sous une forme officieuse. Cette attitude correspond à une volonté de se tenir officiellement à distance des affaires syriennes. En effet, l'intervention des

combattants de la RIL en appui du régime de Damas ne manquerait pas de déclencher les réactions hostiles combinées de ses adversaires politiques nationaux, au premier lieu desquels l'«alliance du 14 mars»[12], comme celles des sunnites de l'opposition syrienne, avec en fond de tableau la crainte bien réelle d'une contamination de la guerre civile au territoire libanais. Les rumeurs et informations non vérifiées font notamment état de la projection en Syrie de l'«unité 910», unité d'élite de la RIL, commandée par Moustapha Badreddine, supposé chef militaire du Hezbollah en Syrie[13]. Des témoignages de combats impliquant des groupes d'auto-défense du Hezbollah face aux rebelles syriens dans la région frontalière sont rapportés, aussitôt mis par Hassan Nasrallah sur le compte d'initiatives privées.

Cependant, alors que la présence du Hezbollah sur le théâtre syrien est de moins en moins discrète, Nasrallah reconnaît finalement une intervention «défensive» du parti dans la guerre civile syrienne. Il assume du même coup les risques de déstabilisation du Liban, comme la mise à l'index du Hezbollah.

Ainsi, fin mai 2013, à quelques kilomètres au nord de la Bekaa libanaise, 6.000 soldats de l'armée syrienne, renforcés par les pasdarans iraniens et 2.000 combattants du Hezbollah[14], font le siège de la ville de Qousseir, tombée l'année précédente aux mains de la rébellion. L'intervention des unités de la RIL apparaît comme le facteur ayant permis aux forces du régime d'emporter la décision[15]. L'ampleur du déploiement du Hezbollah ne permet plus de nier sa présence en Syrie. Aussi, à l'occasion de cette première victoire d'ordre stratégique[16], Nasrallah reconnaît officiellement l'engagement de la résistance islamique aux côtés des troupes de Bachar El-Assad. L'argument invoqué est celui d'une défense «au loin» du territoire face aux attaques des rebelles sur des positions chiites indistinctement syriennes et libanaises. De fait, les interventions du Hezbollah vont d'abord se concentrer, en Syrie, sur des villes proches de la Bekaa chiite libanaise. Cette vision purement défensive est encore rappelée par Nasrallah en mai 2016, alors que ses forces participent au siège d'Alep: «Nous sommes partis en Syrie pour défendre le Liban et nous sommes conscients des conséquences de ce choix»[17].

Cependant, au Liban, ce discours ne convainc évidemment pas la «coalition du 14 mars» qui accuse depuis le début du conflit le Hezbollah de mettre en péril la sécurité de son pays d'origine. À cet égard, les réactions sunnites apparaissent comme révélatrices du ressentiment éprouvé par cette communauté à l'encontre du Hezbollah depuis l'issue du conflit de 2008[18]. En outre, les rebelles syriens, comme la branche syrienne d'Al Qaida, menacent depuis 2012 celui qu'ils ont rebaptisé «parti du diable»[19] de représailles sur le sol libanais. Or, à la suite des combats de Qousseir, un premier attentat à la voiture piégée fait 27 morts le 15 août dans la banlieue de Beyrouth. Six jours plus tard, Tripoli, capitale sunnite du nord libanais est touchée par un double attentat qui fait plus de 40 morts et 450 blessés[20]. Dans ce contexte d'embrasement, Hassan Nasrallah réitère sa position, celle d'une intervention militaire défensive du Hezbollah en Syrie visant à protéger le territoire libanais. Il appelle à ne pas «confessionnaliser» le conflit, et cherche à donner des gages aux sunnites, imputant les attentats à «des radicaux parmi les sunnites». Toutefois, alors que le Hezbollah enregistre des pertes importantes sur le terrain[21], le positionnement du leader du parti apparaît des plus délicats.

En outre, l'engagement du Hezbollah en Syrie a d'autres conséquences, davantage symboliques, sur le plan international. En effet, les États-Unis, ayant officiellement classé le Hezbollah comme une organisation terroriste en 1997, n'ont eu de cesse, avec leur allié israélien, de plaider pour faire reconnaître plus largement cette qualification par la communauté internationale. Or l'Union européenne s'y était toujours refusée, la France opposant son veto, position d'autant plus compréhensible au regard de sa présence sur le territoire libanais dans le cadre de la FINUL. Pourtant, fin mai 2013, suite à la bataille de

Gousseir et à l'officialisation de l'aide apportée par la RIL aux forces syriennes, le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, annonce un revirement sur ce point au motif que le mouvement s'est «non seulement engagé pleinement en Syrie mais (...) il a aussi revendiqué son engagement»[22]. La décision de classer «l'aile militaire du Hezbollah»[23] sur la liste des organisations terroristes de l'UE est prise à l'unanimité le 22 juillet 2013. Cette décision, accueillie favorablement par l'alliance du 14 mars, provoque l'incompréhension d'une grande partie de la presse libanaise comme des officiels[24]. En pratique, cette mise à l'index sur la scène internationale n'aura que peu de conséquences sur les marges de manœuvre du parti[25].

Désormais, au terme de quatre ans d'un engagement coûteux hors de ses frontières en Syrie, le Hezbollah semble avoir réussi son pari: en poursuivant ses objectifs propres, il s'est affirmé comme une puissance militaire régionale crédible, tout en renforçant son assise politique dans la société libanaise.

En effet, l'engagement du Hezbollah en Syrie représente un succès opératif qui crédibilise son appareil militaire. Les hypothèses les plus hautes avancent le chiffre de 7.000 combattants de la résistance islamique projetés en Syrie. Sous l'impulsion iranienne, l'armement des combattants du Hezbollah inclut désormais certains équipements des plus sophistiqués, comme la quatrième génération de missiles antichars téléguidés Kornet[26]. La RIL met également en œuvre des drones de surveillance. L'expérience syrienne a surtout permis au Hezbollah la formation de ses troupes au combat interarmes, combinant les manœuvres à pied et celles des blindés à l'emploi de l'artillerie. Aussi, de nombreux observateurs considèrent désormais le Hezbollah comme une puissance militaire régionale de premier ordre, dont les capacités sont des plus préoccupantes pour Israël[27]. Son expérience et son entraînement font toujours plus d'ombre aux forces armées libanaises. La parade militaire organisée par le Hezbollah dans la ville-symbole syrienne de Gousseir le 15 novembre 2016[28] fait office de démonstration impressionnante de ses capacités nouvelles, notamment en direction d'Israël, au moment où un allié du parti, le Général Aoun, accède à la présidence libanaise.

D'autre part, sur le plan national, l'engagement du Hezbollah en Syrie a permis la consolidation de l'emprise du parti sur les Chiites. En effet, dès les premières repréailles des djihadistes sunnites contre la population libanaise, qui culminèrent avec les attentats du 12 novembre 2015[29], de nombreux spécialistes ont misé sur un effondrement de la popularité du Hezbollah, pensant que la base chiite allait nécessairement s'en désolidariser. Or, le phénomène contraire s'est produit puisque, face à l'incapacité de l'État libanais de garantir la sécurité collective, les Chiites se sont rassemblés autour du seul acteur capable de le protéger, le Hezbollah. Alors que les premières réactions d'Hassan Nasrallah au conflit syrien, appelant à la négociation en 2011, avaient écorné son prestige auprès des chiites de la région, sa popularité est désormais à son faite. À l'été 2015, une enquête réalisée auprès de la communauté chiite révèle que 78,7% de ses membres soutiennent l'engagement du Hezbollah en Syrie[30], tandis que 79,9% considèrent que l'action du parti contribue à leur sécurité.

Néanmoins, la plus grosse des victoires politiques du Hezbollah est certainement d'avoir réussi à transcender les clivages afin d'apparaître temporairement comme un véritable protecteur du Liban. Le processus de «libanisation» du parti, entrepris par Nasrallah depuis 1992[31], a en effet connu un coup d'arrêt avec la décision d'intervenir en Syrie, interprétée par ses détracteurs comme une simple obéissance politico-confessionnelle à Téhéran. Or, les chrétiens libanais habitant la Bekaa ont bénéficié de l'action du Hezbollah aux frontières du pays, leur évitant les persécutions du Jabhat al-Nusra puis de l'État islamique. L'attaque par ces derniers de la localité libanaise de Ersal en août 2014 a révélé

la réalité du danger qu'ils faisaient peser sur la sécurité du Liban. Surtout, la dégradation de la situation syrienne et l'implication de l'État islamique ont légitimé a posteriori l'intervention du Hezbollah en Syrie, y compris pour une partie des chrétiens de l'alliance du 14 mars, inquiets de l'installation à Damas d'un pouvoir sunnite[32]. Ainsi, le patriarche maronite Monseigneur Bechara al-Raï, initialement critique à l'encontre des aventures syriennes du Hezbollah, aurait concédé, en aparté, en 2014: «Les chrétiens savent que sans le Hezbollah, l'État islamique serait arrivé jusqu'à Jounieh»[33][34]

Ainsi, quelle que soit l'issue de la guerre civile syrienne, il semble que la décision du Hezbollah d'intervenir dans ce conflit lui soit déjà profitable. À terme, le maintien de Bachar el-Assad le conforterait, mais l'assise libanaise du parti lui garantit, dans tous les cas, de survivre au régime de Damas. Il apparaît désormais au cœur du jeu politique libanais, tandis qu'à l'échelle régionale, ses nouvelles capacités militaires représentent une menace des plus préoccupantes pour Israël.

[1] Sami Kleib, cité par Majed Nehmé dans Syrie: Pourquoi le régime n'est pas tombé? Afrique Asie, avril 2015

[2] al-Muqawama

[3] Laquelle «résistance» s'est maintenue au-delà de la libération du sud du pays en 2000, qui était son objectif originel. Aurélie Daher, «Le Hezbollah», **PUF Proche Orient, 2014**

[4] Il faut noter à ce sujet qu'il utilise l'Islam avant tout comme un moyen au service de buts temporels et ne milite pas a priori pour une l'islamisation de la société.

[5] Chef emblématique du Hezbollah (secrétaire général du parti depuis 1992), il tire en partie sa popularité au Liban du retrait israélien du sud du pays en 2000. Son fils aîné est mort lors de combats contre Tsahal en 1997.

[6] Nada Bakri, «Hezbollah leader backs syrian president in public», New York Times, 7 décembre 2011

[7] Source: Council of Foreign Relations cfr.org

[8] La plaine de la Bekaa est une vallée située dans la partie orientale du Liban, encadrée à l'ouest par le mont Liban et à l'est par l'Anti-Liban.

[9] Chef de bataillon Roméo François, «Hezbollah: une milice devenue force armée», CDEC

[10] Cité par William Booth dans «Ten years after last Lebanon war, Israel warns next one will be far worse», The Washington Post, 23 juillet 2016

[11] À titre d'exemple, le Hezbollah en avait tiré 4.000 sur Israël durant le mois d'août 2006

[12] Ce bloc rassemblant divers parti chrétiens et sunnites est né de l'opposition à l'ingérence syrienne au Liban dans le cadre de la Révolution du Cèdre en 2005; dès 2011, elle est logiquement pro-occidentale, pro-saoudienne et anti-Assad. Elle s'oppose à la coalition à dominante chiite dite «du 8 mars», pro-syrienne et pro-iranienne.

[13] Remplaçant potentiel d'Imad Moughniyah comme chef militaire du Hezbollah, assassiné à Damas en 2008. Baddredine trouve lui-même la mort à Damas en mars 2016, a priori dans un bombardement.

[14] À titre de comparaison, durant l'offensive israélienne contre le Liban de l'été 2006, le Hezbollah a mobilisé entre 2.500 et 5.000 hommes.

[15] « Syria and Hezbollah bolster forces in Qusayr », Al Jazeera, 29 mai 2013

[16] Elle permet de pacifier une grande partie de la frontière entre la Syrie et le Liban et d'ouvrir une route entre Damas et le littoral

Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

syrien.

[17] À l'occasion des obsèques de Moustapha Baddredine: «Nasrallah: le sang de Badreddine va nous pousser à renforcer notre présence en Syrie», L'Orient - Le Jour, 20 mai 2016.

[18] Le conflit libanais de 2008 voit l'opposition, principalement à Beyrouth, des blocs du 14 et du 8 mars, et va se conclure par une victoire politique du Hezbollah.

[19] «Hizb al-Chaytan».

[20] Le premier attentat est revendiqué par un groupe sunnite de l'opposition syrienne. Le second pourrait être une réponse au premier (du régime syrien?) comme il pourrait être l'œuvre des mêmes auteurs dans un but d'escalade.

[21] Les estimations oscillent entre quelques centaines et jusqu'à 1.500 hommes depuis 2012 en Syrie.

[22] «Paris veut inscrire la branche militaire du Hezbollah sur la liste des groupes terroristes de l'UE», Le Monde, 23 mai 2013. L'autre motif invoqué est l'attentat de Bourgas en Bulgarie contre un car de touristes israéliens le 18 juillet 2012, imputé au Hezbollah; affaire non jugée à ce jour.

[23] Terminologie peu appropriée (cf introduction).

[24] D'autant plus que la France soutient le Jubhat al-Nusra, affilié à al-Qaida, et contre lequel se bat le Hezbollah en Syrie. Laurent Fabius s'est d'ailleurs opposé à ce que les États-Unis classent le «JAN» sur leur liste des organisations terroristes; «Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens», Le Monde, 13 décembre 2012.

[25] Aurélie Daher, «le Hezbollah», PUF Proche Orient, 2014.

[26] AT14 SPRIGGAN (OTAN), missiles employés une première fois par la RIL à l'été 2006 contre Israël, et fournis par l'Iran au Hamas lors de la guerre de Gaza de 2014.

[27] «Ten years after last Lebanon war, Israel warns next one will be far worse», The Washington Post, 23 juillet 2016.

[28] Le Hezbollah a exhibé à cette occasion des chars T72, des blindés M113 et des canons anti-aériens KS-12A.

[29] 41 morts à Beyrouth, attentats revendiqués par l'État islamique, rapidement éclipsés, en France par ceux du 13 novembre.

[30] «15 questions for the Lebanese Shia Community», Shiawatch.com, juillet 2015.

[31] Il s'agit d'apparaître comme un acteur autonome vis à vis de l'Iran. Colonel Michel Goya et Marc-Antoine Brilliant, «Israël contre le Hezbollah: chronique d'une défaite annoncée», éditions du Rocher, 2013.

[32] «Quand le Hezbollah conforte en Syrie ses positions au Liban», Aurélie Daher, Libération, 25 mai 2016.

[33] Ville côtière au nord de Beyrouth.

[34] Al-Safir, 7 octobre 2014.

Licencié en histoire et diplômé de l'EDHEC, le Chef de bataillon BIED-CHARRETON est recruté sur titre à Saint-Cyr (promotion «Général Simon», 2003-2006). Fantassin, il sert successivement au 7^{ème} BCA, au 1^{er} RI, puis comme officier traitant au G35/Monde de l'EMOT. Lauréat du concours 2015 de l'École de Guerre, il a commencé en septembre 2016 une scolarité en arabe à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Titre : Chef de bataillon BIED-CHARRETON

Auteur(s) : Chef de bataillon BIED-CHARRETON

Date de parution 10/10/2018
